L'UPRONA "fortement" préoccupée par la spirale de violences au Burundi

PANA, 12 octobre 2015 Bujumbura, Burundi - L'Unité pour le progrès national (UPRONA, ex-parti unique) a lancé, lundi, un appel pressant, à la veille de la commémoration du 54^e anniversaire de l'assassinat de son leader historique et héros de l'indépendance nationale, le prince Louis Rwagasore, au gouvernement à tout mettre en œuvre pour juguler une insécurité persistante qui est susceptible d'hypothéquer à terme la souveraineté chèrement acquise d'un conflit électoral mal résolu entre le pouvoir et l'opposition qui dure depuis bientôt six mois au Burundi. Dans le gouvernement issu des récentes élections générales controversées et qui sont à l'origine de la crise actuelle au Burundi, les questions de sécurité et de politique générale sont de la compétence du premier vice-président de la République, Gaston Sindimwo, en provenance de l'UPRONA.

Depuis l'éclatement de la crise électorale, fin avril dernier, le Haut commissariat des Nations unies pour les droits de l'Homme estime à plus de 130 personnes qui ont été tuées. L'insécurité est devenue le lot quotidien des Burundais, particulièrement à Bujumbura, la capitale politique et économique du pays, où la nuit de dimanche à lundi encore, ont retenti des tirs au sud et au nord de la ville où au moins un agent de l'ordre et un civil ont grièvement blessés, selon la Police nationale. Pour la représentante légitime de l'UPRONA, Mme Concilie Nibigira, la solution à la crise du moment au Burundi passe par le dialogue entre les différents acteurs politiques, le désarmement des civils, ainsi que la prise de sanctions ciblées contre les récalcitrants et ceux qui se substituent indûment aux corps de défense et de sécurité pour commettre des forfaits. L'héritière actuelle du parti de Rwagasore a encore rappelé les valeurs unitaires, de paix et de progrès pour lesquelles le héros de l'indépendance nationale s'est battu à mort et la nécessité pour les responsables politiques du moment de s'efforcer de remettre le pays sur les rails du développement socio-économique durable. En ce moment où les rapports entre le Burundi et l'ancienne puissance tutrice belge se portent mal, la responsable de l'UPRONA a encore recommandé un dialogue par des voies diplomatiques appropriées pour sauvegarder les intérêts réciproques qui datent de longtemps. Le gouvernement burundais a récemment décidé de se séparer de l'ambassadeur de Belgique, Marc Gedopt, pour son rôle présumé dans la dégradation des relations de confiance entre les deux pays. Des opposants et autres présumés auteurs de la tentative de putsch militaire manquée, de mai dernier, ont trouvé asile en Belgique au moment où le gouvernement burundais souhaite plutôt leur extradition vers le pays d'origine pour leur jugement. La Belgique est encore vue d'un mauvais œil pour avoir récemment de geler sa coopération financière avec le Burundi pour un montant de 60 millions d'euros à cause du mauvais climat politique qui règne dans son ancienne colonie. Du fait de l'histoire, les relations bilatérales restent délicates et ce n'est pas étonnant pour les plus anciens à Bujumbura de voir que le royaume belge se retrouve encore au devant de l'actualité politique du Burundi en cette veille de la commémoration du 54^e anniversaire de l'assassinat du héros de l'indépendance nationale dans lequel l'ancienne puissance colonisatrice ne serait pas étrangère. Force est encore de constater que, depuis l'assassinat du jeune prince, le 13 octobre 1961, le Burundi n'a pas connu de véritable paix durable et totale comme le rappellent d'autres dates sanglantes de 1965, 1972, 1988, 1993 qui ont été marquées par des tueries interethniques dont les germes ont été semés par l'ancienne puissance tutrice belge à travers sa politique du "diviser pour régner", dit-on des mêmes sources. Les circonstances exactes de l'assassinat du héros de l'indépendance nationale restent aujourd'hui encore mal élucidées, surtout en ce qui concerne le rôle exact de l'ancienne puissance colonisatrice aujourd'hui encore influente au Burundi et qui voyait d'un mauvais œil, les partisans d'une "indépendance immédiate", comme dans le cas du prince Louis Rwagasore, rappelle-t-on dans les milieux des historiens à Bujumbura. Il en est, cependant, de même de la plupart d'autres "crimes d'Etat" plus récents qui ont endeuillé le Burundi, comme l'assassinat du premier président démocratiquement élu de l'ère post-coloniale, Melchior Ndadaye, dans la tentative de putsch militaire de 1993, ou alors la mort aujourd'hui encore mystérieuse de son successeur, Cyprien Ntaryamira, en terre étrangère, en 1994. Le temps passe et nombreux sont ceux qui commencent à se décourager, comme ce "Groupe d'initiative des patriotes burundais" qui dit n'avoir toujours pas reçu de réponse à une lettre qu'il avait envoyée lors du 40^e anniversaire de l'indépendance nationale (en 2005), au gouvernement belge pour lui demander la création d'une commission d'enquête parlementaire sur le cas précis de Louis Rwagasore. Les signataires, au nombre de 30 personnalités dont d'anciens compagnons de lutte politique du prince, demandaient à l'époque que l'ancien parlementaire réponde aux questions visant à savoir: "qui a autorisé l'ex-gouverneur président belge du Rwanda et du Burundi, Jean Pierre Harroy, de mettre en résidence forcée le prince, qui a planifié et commandité son assassinat, qui était le responsable de sa sécurité, à qui profitait le crime, quelles étaient les relations entre les exécutants du crime et la puissance coloniale?" Les soussignés attendent aujourd'hui encore une réponse à leur autre demande au gouvernement et au Parlement belges de "procéder aux réparations en faveur de la famille du prince Louis Rwagasore" dont la disparition a entraîné depuis, "une très longue instabilité politique" dans le pays. "Le peuple belge, de son côté, a le droit de connaître ce que ses représentants ont fait en son pouvoir afin de tourner la page de l'histoire coloniale au Burundi comme cela a été fait en ce qui concerne l'assassinat de Patrice Emery Lumumba, le Premier ministre de la République démocratique du Congo", soulignait en substance la lettre du Groupe d'initiative des patriotes burundais en faveur du héros de l'indépendance nationale qui reste d'actualité.